

Reporterre

le quotidien de l'écologie

Gaël Giraud : « Si l'Inde et l'Asie du Sud-Est deviennent invivables, trois milliards de personnes vont devoir migrer »

5 septembre 2019 / [Entretien avec Gaël Giraud](#)



Devant l'urgence du dérèglement climatique et les possibilités d'un effondrement pour des milliards de personnes, comment réaliser la transition, dans les pays du Sud tout comme au Nord ? Dans cet entretien,

Gaël Giraud encourage à développer les « communs » et à les protéger de la privatisation, une voie de secours alors que le temps manque.

Gaël Giraud est économiste en chef de l'Agence française de développement (AFD).

Reporterre — Les pays en voie de développement ont le moins contribué au réchauffement climatique. Pourtant, ce sont eux qui vont en payer le prix le plus élevé. N'est-il pas compliqué de leur demander des efforts ?

Gaël Giraud — Les pays des Sud n'en sont plus à donner des leçons de morale au Nord car il est trop tard. Ils savent qu'on s'achemine vers des catastrophes majeures, qu'il faut limiter le plus possible nos émissions de gaz à effet de serre. Ils sont très conscients qu'il existe une vertu d'exemplarité. Et que s'ils font leur part, ils pourront peut-être convaincre les pays du Nord de faire la leur. C'est d'ailleurs dans leur intérêt que la réduction des émissions de CO₂ se fasse le plus rapidement possible.

Pourquoi utilisez-vous le terme « pays des Sud » ?

L'expression « *pays en voie en développement* » est une vieille terminologie méprisante des années 1980, tributaire d'une vision linéaire de l'histoire en partie forgée par l'économiste **Walt Whitman Rostow** après la guerre. Beaucoup de populations dites indigènes ont énormément de choses à nous apprendre. Les moins humainement « *développés* », c'est nous, qui dépendons des énergies fossiles pour notre consommation d'énergie et qui sommes incapables de faire de la prospérité sans détruire les écosystèmes.

Comment ces pays peuvent-ils financer la transition, alors même qu'ils manquent de moyens pour certains besoins élémentaires ?

Ce n'est pas plus simple au Nord, car il est plus coûteux de verdir une économie industrialisée qu'une économie rurale. Il faudrait dépenser 4.000 milliards de dollars au Nord et 2.000 milliards au Sud chaque année pendant 15 ans pour financer les infrastructures vertes dont nous avons besoin. Sachant que le PIB français est de 2.300 milliards, cela vous donne un ordre de grandeur des fonds à mobiliser. Les bailleurs internationaux, comme l'Agence française de

développement, doivent aider, ainsi que d'autres institutions, comme l'**International Development Finance Club**, ou le **Fonds vert pour le climat**. Je pense d'ailleurs que la dette publique est un moindre mal par rapport à l'enjeu qui est devant nous.

Qui initie le changement ? Les populations locales ou les autorités ?

Il faut les deux. Au niveau local, la population connaît mieux le terrain et sait ce qu'elle peut faire raisonnablement dans un temps limité. L'autorité publique a beaucoup d'argent et peut impulser les transformations en matière d'institutions et d'infrastructures. Par exemple à la Paz, la capitale de la Bolivie qui a connu le « *day zéro* » pendant l'été 2016 [*jour où il n'y a plus eu d'eau courante dans les robinets*], les bourgeois du centre-ville étaient à sec, tandis que les communautés plus pauvres, dans les bidonvilles, ont continué à avoir de l'eau car elles s'étaient organisées pour gérer la pompe comme un bien commun.



Développer les biens communs a-t-il du sens économiquement ?

J'en suis convaincu. À l'Agence française de développement, nous poussons beaucoup vers la constitution de communs. **Elinor Ostrom** a reçu le prix Nobel d'économie en 2009 pour ses travaux sur le sujet. Ceux-ci montrent que, la plupart du temps, lorsqu'une ressource est privatisée, elle est détruite. Si elle est confiée à la gestion publique, cela donne parfois des catastrophes. La meilleure solution reste souvent de la confier à des communautés locales, à

condition que des règles démocratiques et participatives soient mises en place pour une gestion raisonnable. Tout ce qui s'invente au niveau de l'économie circulaire tourne autour du même sujet. On réapprend que ce qui compte, c'est le droit d'usage des objets et non plus leur propriété. Comme pour le Vélib', où vous achetez un droit d'usage limité. Je pense que les communs constituent notre voie de secours face au drame écologique, vu la brièveté du délai dont nous disposons. Prenons par exemple les projets de pisciculture dans les forêts de Guinée-Conakry, financés par l'AFD. Le poisson est « administré » par un village comme un commun. Il y a parfois des conflits pour savoir quel est le meilleur moment pour pêcher le poisson : dans une zone sans électricité, c'est une question sensible. Quand les gens ne sont plus d'accord, ils vont chercher l'ancien du village à côté, à 20 km, pour régler leur différend. Cela peut nous paraître archaïque mais en réalité, c'est d'une grande sagesse institutionnelle. Dans la zone euro, nous n'avons pas imaginé de métarègle de sortie des conflits et regardez ce qui se passe avec le Brexit ou la Grèce. Nous sommes des nains institutionnels par rapport aux tribus paysannes de Guinée-Conakry !

Comment développer les biens communs face à la pression des industriels ?

Avez-vous remarqué que même le président de la République parle de biens communs ? Pourtant, le mouvement de privatisation continue tous azimuts, poussé par la Commission européenne. Pour éviter cela, il faut instituer les communs comme entité juridique. Ce qui est parfaitement possible dans la Constitution française, puisqu'ils ont déjà une existence dans le Code civil de 1804. Simplement, ils sont ignorés. Or, sans protection, les communs se privatisent, comme avec Airbnb ou [Blablacar](#). Stefano Rodota, un grand juriste italien, a proposé d'inscrire l'eau comme commun dans la Constitution italienne. Il n'y est pas parvenu mais [son combat se poursuit](#).

Le commun ne peut-il pas se protéger tout seul ?

Face à la violence de la privatisation, c'est impossible. Prenons l'exemple de la faune aquatique dans les océans. [Les océanologues nous préviennent](#) que, si l'on continue, il n'y aura plus de grands pélagiens — les poissons que nous mangeons — en 2050. La pêche industrielle en eaux profondes, jointe au réchauffement et à l'acidification, est très largement responsable du problème. Les pêcheurs de l'Atlantique sont désormais obligés d'utiliser des techniques de sonde aquatique qui ont le même degré de sophistication que celles des pétroliers. Si on continue de considérer la faune halieutique comme un bien privé accessible à tous, on va la détruire. Nos enfants connaîtront une planète dont les océans seront vides de poissons et infestés de méduses. Pour protéger la faune halieutique, impossible d'en faire un bien public, car il n'y a heureusement pas d'État mondial. Mais il faut créer des lois internationales qui permettent de protéger les poissons, lois auxquelles se rallieront les États.

Que pensez-vous du mécanisme de régulation de marché qui donne un prix à la nature ?

C'est une très mauvaise idée. Cela veut dire qu'on va pouvoir marchander la nature. Si vous voulez que le tigre du Bengale soit libre, il ne faut surtout pas lui donner un prix. Comme pour la vie humaine. Pourtant, les néolibéraux vont répondre qu'on peut spéculer sur la vie humaine : on le fait déjà avec les actifs financiers dérivés sur les contrats d'assurance vie. Mais pour protéger la nature, il faut réhabiliter l'État, le droit et les normes. Alors qu'aujourd'hui nous sommes en train d'inféoder le droit à une logique économique de privatisation du monde. C'est cela, la catastrophe civilisationnelle de l'Occident. Pour lutter contre cela, il faut refuser de ratifier l'accord avec le Mercosur, dénoncer la plupart des traités commerciaux bilatéraux, qui ne permettent pas de respecter l'Accord de Paris et organisent le démantèlement de l'État de droit, autorisant par exemple les entreprises privées à porter plainte contre une loi défavorable à leurs intérêts privés. D'autant qu'avec des tribunaux internationaux, dont la composition sera fixée de manière *ad hoc*, le résultat du procès est connu d'avance.



Quelles sont les zones qui seront le plus affectées par le changement climatique ?

Si les gens ne migrent pas, les trois quarts de la population humaine devraient connaître plus de 20 jours par an de condition létale [*soit le moment où le corps humain ne peut plus survivre à cause de la chaleur et de l'humidité*]. Toute l'Amazonie est condamnée, le bassin du Congo, le golfe de Guinée, la façade est de l'Afrique, le littoral indien, l'Asie du Sud-Est, où le nombre

de jours « mortels » pourrait excéder 200 par an. Ces zones vont être désertées. Sur les côtes Est américaine et chinoise, on pourrait approcher les 100 jours par an de condition létale. La Banque mondiale chiffre à deux milliards le nombre de réfugiés climatiques dans la seconde moitié du siècle. Je pense que cela demeure très sous-estimé : si l'Inde et l'Asie du Sud-Est deviennent invivables, au moins trois milliards de personnes vont devoir migrer.

Que répondez-vous à celles et ceux qui pensent qu'on pourra échapper aux conséquences du réchauffement climatique en allant vivre au Groenland ou en Sibérie ?

C'est totalement faux pour de nombreuses raisons. La première : tous les humains ne tiendront pas au Groenland ni même en Sibérie. De plus, la destruction de la biodiversité n'est pas cantonnée à la ceinture des tropiques. Le vivant est déjà en train de migrer vers les pôles à une vitesse de six kilomètres par an. Ce qui est très rapide. Les pandémies tropicales sont donc également en train de migrer. **Le paludisme s'est par exemple réinstallé en Italie après un siècle d'absence.** La Banque mondiale chiffre à 5,2 milliards le nombre d'humains qui devraient souffrir du paludisme en 2050.

Seconde source d'ennui : la fonte du pergélisol, qui va libérer du méthane. Si cela arrive, cela nous conduit à des hausses de température de +7 °C à +10 °C et la survie de l'humanité est compromise. Dans le pergélisol sibérien, il y a des maladies prisonnières qu'on croyait disparues pour toujours. Par exemple, un enfant russe est **mort de l'anthrax**, car il a joué avec un cadavre de renne mort il y a un siècle, dans lequel le bacille était gelé, mais vivant. La grippe de 1918, qui avait fait 100 millions de morts, est aussi probablement dans le sol sibérien en train de dégeler. Les épidémiologistes attendent avec effroi qu'elle resurgisse.

J'ai eu une discussion l'an dernier avec des financiers de la City, à Londres. Ils ne comptent rien faire pour la transition écologique et me disent qu'ils vont envoyer leurs enfants en Suède, croyant que ce pays sera épargné. Or, la concentration de CO₂ dans l'atmosphère s'élève aujourd'hui à 415 ppm. À 1.000 ppm, les expérimentations montrent que le cerveau humain perd 20 % de ses facultés. **Selon les trajectoires du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec)**, nous atteindrons ce seuil avant la fin du siècle si nous ne changeons pas de modèle. Et les enfants de riches de la City, même enfermés dans un bunker, devront bien respirer.



Que pensez-vous des théories sur l'effondrement et des penseurs comme Pablo Servigne ?

Je pense que **Pablo Servigne** est mécompris au sens où certains croient qu'il prétend prédire le prochain effondrement de la France. Personne ne peut aujourd'hui faire une telle prédiction. Il faut plutôt faire de la prospective, c'est-à-dire des scénarios étudiant les conséquences vraisemblables de certaines hypothèses. À l'AFD, nous construisons des modèles macroéconomiques et climatiques en partenariat avec l'**Institut Pierre-Simon-Laplace**, un réseau de laboratoires du climat français très présent au sein du Giec. Les premiers résultats suggèrent la possibilité d'une décroissance à l'échelle planétaire, forcée, subie, dès le dernier tiers de ce siècle. Dans ce scénario, le PIB mondial plafonne autour de 2065, avant d'entrer en décroissance. C'est une version possible de l'effondrement. Par contre, si nous mettons en œuvre des politiques publiques hypervolontaristes, notre modèle montre qu'il est possible d'y échapper. Or, il faut tout faire pour échapper à l'effondrement. Regardez la situation du Vénézuéla. Avez-vous envie de connaître cela ? Ou encore ce qui se passe au Mali, en Libye, ou en Afghanistan : la faillite de l'État, c'est le retour tribal au Moyen-Âge avec des seigneurs de guerre locaux qui terrorisent des populations civiles prises en otage.

La tentation est de se représenter l'effondrement comme une bonne nouvelle. Certains cèdent à une sorte de romantisme anarchiste, jubilant inconsciemment de l'abolition de l'État à la perspective de l'effondrement. Or, je suis convaincu que nous avons besoin d'un État pour faire

respecter le droit et la justice, pour assurer des services publics et sociaux. Le seul intérêt de la collapsologie, c'est de nous encourager à tout faire pour éviter la catastrophe.

Un tableau bien noir. Voyez-vous quand même de bonnes nouvelles ?

En Occident, pour la première fois dans l'histoire de l'Humanité, les femmes sont plus diplômées que les hommes. J'espère qu'elles vont nous sauver car la plupart ont un rapport au monde beaucoup plus sain que beaucoup d'hommes. Reléguées depuis des centaines d'années dans des rôles subalternes et domestiques, elles ont déployé une sensibilité au soin des autres, aux plus vulnérables. J'espère que la prise de pouvoir social progressive des femmes va nous permettre d'éviter de faire d'énormes bêtises. Même s'il y a une résistance des hommes qui comprennent petit à petit qu'ils sont en train de se faire déposséder. La fameuse crise de la masculinité.

En quoi le fait d'être un jésuite vous aide-t-il à surmonter tout cela ?

Ça me rend libre, même si pas mal de gens aimeraient me faire taire, en allant jusqu'à Rome dire que je suis un mauvais prêtre. Mais je n'ai pas besoin de faire carrière, je ne suis pas là pour gagner de l'argent, je n'ai aucun intérêt personnel à mentir ou à pratiquer la langue de bois. Être jésuite est une manière de s'abreuver à la source d'espérance en Celui qui est à l'origine de la Création. Et puis, ce qui me nourrit, c'est de voir la force incroyable des jeunes, très lucides. Ils ont compris la gravité de la situation et ne sont pas du tout impressionnés par leurs aînés. Même s'il leur faudra quand même des alliés dans la génération précédente.

- *Propos recueillis par Laury-Anne Cholez*

Lire aussi : [Biens communs](#)

Source : Laury-Anne Cholez pour *Reporterre*

Photos : © [Mathieu Génon](#)/*Reporterre*

- Emplacement : [Accueil](#) > [Editorial](#) > [Entretien](#) >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Gael-Giraud-Si-l-Inde-et-l-Asie-du-Sud-Est-deviennent-invivables-trois>